

le pouvoir aux travailleurs

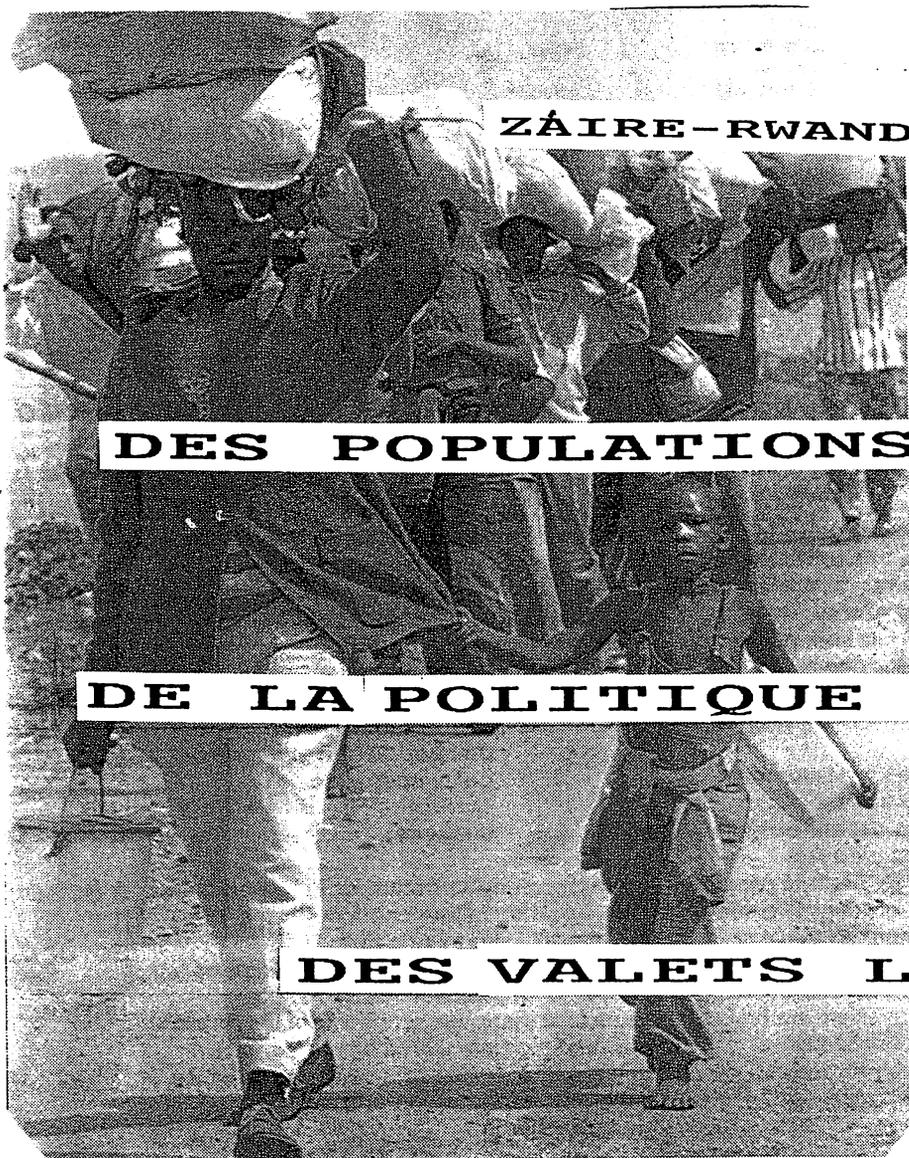
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 17 NOVEMBRE 1996

N° 244 PRIX 4 FF



ZAIRE-RWANDA

DES POPULATIONS VICTIMES

DE LA POLITIQUE CRIMINELLE

DES VALETS LOCAUX

ET DE L'IMPERIALISME

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
L'humanitaire au service des puissances impérialistes

Page 5
Centrafrique: L'armée française veille

Côte D'ivoire: Une jeune femme victime du mariage forcé
- Bedié tend la main à l'opposition...

Page 8
- Mali: Tentative de coup d'Etat ou ...

- Sénégal: Quand Wade joue au candidat opposant

Page 9
La faim dans le monde
Triste bilan du capitalisme

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an
- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

ZAIRE-RWANDA

**DES POPULATIONS VICTIMES
DE LA POLITIQUE
CRIMINELLE
DES VALETS LOCAUX
ET DE L'IMPERIALISME**

La situation est dramatique pour les populations se trouvant à Kivu, à la frontière entre le Zaïre et le Rwanda. Des combats sanglants opposent depuis quelques jours, d'une part, l'armée zaïroise, et d'autre part, des bandes armées hostiles à la dictature de Mobutu et soutenues, semble-t-il, par Kigali. Côté rwandais, l'armée est intervenue contre les rebelles hutus opposés au régime. Selon des organisations humanitaires, ces combats font chaque jour plus d'un millier de victimes, y compris ceux qui ont succombé à la faim, la soif, la malnutrition, au choléra. La vie de plus d'un million de réfugiés est perpétuellement en danger.

Les populations de la région et surtout les réfugiés rwandais, pour fuir les combats, sont obligés de se déplacer d'un point à un autre au gré des événements, dans le dénuement le plus total. Il y a aussi le risque que ces combats dégénèrent et se transforment en un affrontement militaire entre le Zaïre et le Rwanda, entraînant les populations des deux pays dans des guerres criminelles. On parle déjà de pogroms anti-rwandais organisés au Zaïre contre les ressortissants du Rwanda.

Devant cette situation catastrophique, les puissances impérialistes traînent les pieds pour venir au secours des réfugiés. En réalité le sort de ces réfugiés leur importe très peu. Ce qui compte avant tout, pour ces puissances impérialistes, ce sont leurs intérêts. Tant que ces calculs d'intérêts ne sont pas clairement définis, elles attendent. Eh oui.

Dans l'immigration, certains sont, à juste titre, choqués par cette situation et disent qu'ils ont honte de ces drames dont nos dirigeants sont responsables. Les Mobutu, Kagamé ou autres politiciens qui poussent les populations dans des affrontements ethniques, nationalistes ou autres sont en effet de véritables criminels. Mais quelle hypocrisie aussi de la part des dirigeants des pays occidentaux quand ils font semblant d'évoquer une "catastrophe humanitaire" en parlant de la tuerie

qui se déroule dans cette région d'Afrique. Car ce sont ces mêmes dirigeants des pays impérialistes qui arment et soutiennent ces dictateurs comme Mobutu afin de piller les richesses du continent et d'exploiter ses populations.

C'est leur système, le capitalisme, qui impose les frontières, la division du continent en petits Etats. Mais c'est surtout lui qui est à l'origine de la

misère, des guerres et des différentes violences qui en découlent. Et tant que les travailleurs laisseront entre les mains de nos dirigeants la conduite des affaires de la société, tant qu'ils ne s'attaqueront pas au capitalisme pour le détruire, c'est ce sort-là, c'est-à-dire la misère, les maladies, les dictatures mais aussi les guerres de tout genre, que ce système nous réservera et en plus grand.

L'HUMANITAIRE AU SERVICE DES PUISSANCES IMPERIALISTES

Depuis quelque temps, des combats se déroulent dans la région de Kivu, à l'est du Zaïre. Ils opposent les soldats de la dictature de Mobutu aux bandes armées d'un mouvement dit de libération du Zaïre, les "Banyamulengués". Ce dernier est composé de Tutsis zaïrois et soutenu par Kigali. Mais très vite ces combats ont fini par se généraliser, car, profitant de la situation ainsi créée, les troupes rwandaises sont intervenues dans la région pour en finir avec le reste de l'armée de l'ancien dictateur Habyarimana, formé essentiellement de Hutus hostiles au nouveau pouvoir à majorité tutsi installé à Kigali. Ainsi, même les camps de réfugiés rwandais construits dans le Kivu se sont trouvés pris dans la tourmente de la violence et des affrontements.

Du coup, prises en otage par les différents groupes armés, des centaines de milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, ont fui les zones de combats sans véritablement savoir où aller, démunis de tout, sans nourriture, sans eau potable, sans soin, sans abri, et finalement livrées à la famine et aux maladies. On parle de plus de plus d'un million de personnes réduites à cette situation, dont 1 200 meurent chaque jour, selon Médecins sans frontière.

Cependant, le moins que l'on puisse dire est que, à part

quelques responsables d'organisations humanitaires qui demandent que des secours rapides soient mis sur pied, c'est de façon hypocrite que ceux qui s'agitent et semblent préoccupés par cette situation le font. Pour la plupart, le sort des réfugiés est le cadet de leurs soucis. Ils ne sont intéressés que par le profit dont ils pourraient en tirer. C'est le cas, par exemple, du côté de Kigali, la capitale du Rwanda, où est de mise un cynisme qui n'a d'égal que les visées criminelles des assassins qui dirigent ce pays: soupçonnant les camps de réfugiés d'abriter des militaires hutus hostiles à leur pouvoir, les autorités rwandaises ont fermé leurs frontières, empêchant ainsi toute intervention au secours des populations désespérées. Elles espèrent que le pourrissement de la situation, la faim, les maladies, etc, finira par obliger les réfugiés à rentrer au pays et à les mettre ainsi sous leur contrôle.

Il en est de même des responsables des bandes armées hostiles à Mobutu. Le sort des réfugiés, la forte médiatisation de leur situation est pour eux une aubaine qui leur permet de sortir de l'anonymat et de s'affirmer comme des interlocuteurs dont il faut tenir compte, soit pour régler le problème des réfugiés soit pour trouver une solution à la crise

politique au Zaïre.

Mais ce sont les dirigeants des pays impérialistes qui détiennent la palme d'or de l'hypocrisie dans cette situation. Alors que cela fait des dizaines de jours que dure la tragédie des réfugiés rwandais, les différentes puissances économiques mondiales, la France, les Etats-Unis, l'Angleterre, le Canada, etc, et les organismes internationaux à leur solde tels que l'ONU, ont fait du sur place. Des jours durant, ils ont brillé par leur "incapacité" à réagir, passé du temps à des concertations inutiles et se regardaient en chiens de faïence, attendant le feu vert de l'impérialisme américain.

Ce n'est pas un hasard si des pays comme les Etats-Unis, la France, qui, en d'autres circonstances, ont su, en peu de temps, trouver des moyens colossaux pour faire la guerre au dictateur Saddam Hussein ou pour intervenir rapidement dans certains pays d'Afrique ou des Caraïbes afin de porter secours à leurs valets au pouvoir, semblent "impuissants" devant le drame des réfugiés rwandais. En réalité, derrière cette attitude attentiste des grandes puissances, il y a une sourde lutte d'influence et d'intérêts qui oppose notamment la France et les Etats-Unis.

Depuis la chute d'Habyarimana, ce dictateur protégé, armé et financé par la France, et l'arrivée au pouvoir à Kigali du Front Patriotique Rwandais, l'impérialisme français ne jouit plus de la même estime des dirigeants qu'avant à Kigali. Dans la région, son influence s'est réduite au Zaïre où il continue de s'appuyer sur les restes de l'armée et des miliciens hutus regroupés dans la région du Kivu. Aussi, dans ces événements, ce qui fait peur à l'impérialisme français qui veut à tout prix avoir un rôle à jouer dans la région, c'est une défaite sanglante des restes de l'armée d'Habyarimana. Il

est surtout effrayé par une éventuelle aggravation de la crise politique dans laquelle le Zaïre ne



Rebelles en faction

cesse de s'enfoncer depuis des années. Il craint que le développement de la situation ne conduise à une situation de troubles plus grands qui risqueraient de déboucher sur une remise en cause de l'ordre au Zaïre et en même temps de ses intérêts dans le pays, notamment dans la région du Kivu réputée pour ses richesses minières non exploitées. C'est pourquoi il est le premier à solliciter une intervention militaire sous l'égide de l'ONU dans le but de maintenir l'état actuel des choses, d'une part, en remettant en selle le dictateur Mobutu et, d'autre part, en évitant une débâcle de ses partisans, les soldats et les miliciens de l'ancienne dictature d'Habyarimana.

Les visées de l'impérialisme américain sont autres. La victoire du Front Patriotique grâce à l'appui de l'Ouganda a fait basculer le Rwanda dans la zone d'influence américano-britannique. Depuis lors, les Etats-Unis soutiennent la nouvelle dictature installée à Kigali, notamment son armée dont le principal chef est Paul Kagamé, un homme qui prétend être farouchement opposé à la France et pour qui tous

les moyens sont bons pour en finir avec les restes des bandes armées hutues, même si c'est l'ensemble des réfugiés qui doit en payer le prix fort. Ainsi s'explique le peu d'empressement des autorités américaines à emboîter le pas à leurs collègues françaises réclamant d'urgence une intervention militaire. Dans la perspective d'agrandir son influence dans la région, l'impérialisme américain, qui soutient par ailleurs l'opposition zairoise, notamment son chef de file Tshisékédi, ne voit pas d'un mauvais oeil que Kigali et ses alliés opposés à Mobutu marquent des points. Il compte peut-être se servir de ces événements pour procéder à une redistribution des cartes en sa faveur, y compris en prenant le risque de voir les troubles se développer à l'intérieur du Zaïre, un pays aux richesses naturelles colossales sous la coupe des impérialismes français et belge.

Le compromis que les autorités américaines et françaises sont en passe de trouver pour intervenir

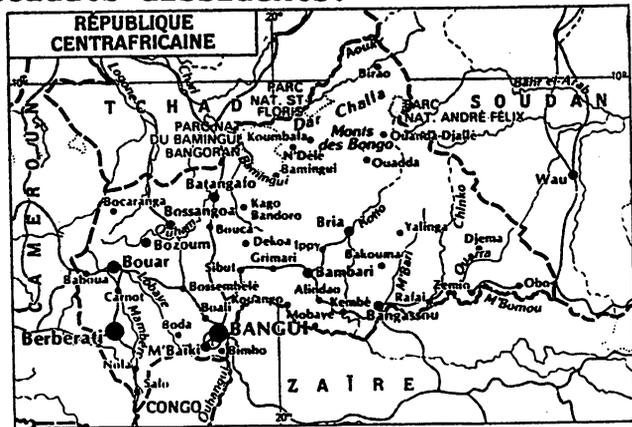
ensemble sous l'égide de l'ONU ne signifiera pas la fin de cette rivalité. Le fait que les Américains, s'ils y vont, veulent garder leur autonomie de commandement et d'organisation est fort significatif à cet égard. Ce compromis -si compromis il y a- pourrait juste vouloir dire qu'ils sont d'accord pour y aller ensemble, mais sur place, chacun défendra ses intérêts.

Dans tous les cas de figure, quelles que soient les intentions des uns et des autres, cette intervention n'a pas pour objectif de venir en aide aux populations de la région victimes des combats criminels que leur imposent les différentes bandes armées. L'humanitaire ici n'est qu'un prétexte. Par cette intervention, ce sont leurs intérêts que les différentes puissances impérialistes cherchent à défendre. Du sort des réfugiés comme des populations, elles n'ont cure en réalité!

CENTRAFRIQUE

L'ARMÉE FRANÇAISE VEILLE

L'armée française stationnée en Centrafrique est intervenue une fois de plus dans les rues de Bangui le 16 novembre dernier pour sauver le régime de Félix Patassé menacé par une nouvelle mutinerie de jeunes soldats. Il semble que la rébellion ait éclaté à la suite d'une tentative d'arrestation d'un des soldats dissidents.



C'est plus d'une fois qu'on a assisté à de telles révoltes des soldats au cours de cette même année. La principale raison de ces révoltes est simple: les soldats du rang sont restés plusieurs mois sans percevoir leurs salaires, contrairement aux gradés dont la plupart appartient à l'ethnie du président Patassé, les Kabas, habitants du Nord de la Centrafrique. Ils revendiquent donc un versement régulier des salaires ainsi qu'une augmentation. De plus les rebelles, dirigés par un certain colonel Bédaya Djader, reprochent au chef de l'Etat de favoriser le recrutement dans l'armée des soldats de son ethnie ainsi que la nomination des officiers supérieurs. Ils dénoncent des affectations arbitraires pour des raisons politiques, dans d'autres garnisons

comme à Bouar, ville tenue par les militaires français.

Tous ces problèmes soulevés par les jeunes soldats sont réels mais ne sont pas exclusifs à l'armée. La plupart des fonctionnaires et tous ceux qui travaillent pour l'Etat attendent aussi des mois pour toucher leurs salaires. L'Etat ne leur verse pas, en général, les arriérés. Alors il y a de quoi se révolter contre cette situation inadmissible.

Pour le moment, la lutte ne se déroule qu'au sommet, pour le contrôle de l'appareil d'Etat, entre d'une part les soldats rebelles et

d'autre part ceux demeurés fidèles au dictateur Ange Patassé.

Les travailleurs et les pauvres ne se sont pas encore mis en mouvement. Et pourtant, eux-aussi, souffrent de la dégradation perpétuelle de leurs conditions de vie. Cependant le mouvement revendicatif des soldats peut leur servir de leçon car le jour où les travailleurs vont décider de se battre, ils n'auront pas seulement à affronter l'armée et la police de Patassé, mais aussi l'armée d'occupation française qui patrouille en ce moment même dans les rues de Bangui.

COTE D'IVOIRE

UNE JEUNE FILLE VICTIME DU MARIAGE FORCE

Accusée du meurtre de son mari, un marabout, une jeune fille de 15 ans, Fanta Keita, est actuellement incarcérée à la prison de Maca.

En échange d'une dot, ses parents l'avait obligée, à l'âge de 13 ans, à se marier avec ce monsieur. Elle subissait les sévices de cet homme. Ne supportant plus les exactions, plusieurs fois elle s'est enfuie de la maison de son mari pour retourner chez ses parents. A chaque fois, l'homme l'a récupérée, avec l'assentiment de ceux-ci. Alors, par désespoir, elle a tué son mari. Sa place n'est pas en prison car elle n'a fait que se défendre.

Dans la plupart des pays d'Afrique de nombreuses pratiques moyenâgeuses subsistent, en particulier celles dont les femmes sont victimes. Celles-ci doivent subir l'excision, le mariage forcé, la polygamie. De plus, si elles n'acceptent pas leurs conditions, si certaines d'entre elles se révoltent, ou commettent des actes de désespoir, elles ont contre elles toute la société des hommes qui, au nom de la tradition, imposent leur oppression sur la femme.

A l'aube de l'an 2000, cette situation révoltante des femmes existe toujours. Même si cela fait partie de nos traditions, nous ne devons pas accepter une telle oppression. Ce n'est pas parce que depuis les temps anciens cela se passait ainsi qu'aujourd'hui nous devons accepter que la femme soit considérée comme une esclave et que son sort dépende du bon vouloir de son mari, de ses frères ou des hommes en général.

Pour le cas de Fanta Keita, un comité de soutien s'est constitué à Abidjan pour défendre sa cause. Il dénonce l'incarcération de cette fille dans la prison de Maca réputée pour les mauvais traitements qu'y subissent les détenus. Maca n'est pas de surcroît une prison pour mineurs.

La lutte des femmes pour leur émancipation doit nous concerner tous. Elle va de paire avec celle de tous les opprimés. Nous devons faire en sorte que les femmes soient avec nous dans les usines, dans les quartiers pour lutter contre l'exploitation et l'oppression sous toutes ses formes.

COTE D'IVOIRE

**BEDIE TEND LA MAIN
A L'OPPOSITION
POUR MIEUX TROMPER
LES TRAVAILLEURS**

Le 28 octobre dernier, lors du 10ème congrès du PDCI, Bédié a annoncé son intention d'ouvrir son gouvernement à l'opposition. Djény Kobina et les dirigeants du RDR ont salué ouvertement ce qu'ils appellent les "avancées démocratiques" de Bédié, ne cachant pas leur joie de rejoindre le PDCI au pouvoir pour peu que celui-ci veuille bien leur céder une petite place. Les uns comme les autres manifestent leur désir de s'acheminer vers une "démocratie apaisée"

Il n'y a rien de surprenant à cette réaction. Après tout le RDR est issu de fraîche date du PDCI. Son programme n'a rien de bien différent de celui du PDCI. Simplement que les dirigeants du RDR s'appuient sur les habitants des régions du Nord, pendant que leurs frères ennemis du PDCI sont davantage implantés chez les Akans.

Le 3 novembre, lors d'un meeting à Yopougon, Gbagbo, le dirigeant du FPI n'a pas exclu l'hypothèse d'une participation de son parti au gouvernement si Bédié le souhaite. Gbagbo veut bien jouer le jeu et accepte d'aller à la soupe. Mais il veut toutefois donner l'impression qu'il n'y accourt pas sur un simple coup de sifflet de Bédié. Alors tout en disant "asseyons nous et discutons", il veut avoir l'air de quelqu'un qui pose des conditions.

L'une de ses conditions, c'est la suppression de l'article 11 de la constitution. Cet article prévoit qu'en cas de vacance du pouvoir, la fonction présidentielle revient automatiquement au président de l'Assemblée Nationale. Gbagbo préconise également l'institution d'un parlement à deux chambres comme

en France. Il veut la mise en place d'un Sénat en plus de l'Assemblée Nationale. Cela représenterait des postes nouveaux à pourvoir pour les uns et les autres.

Pour le reste, Gbagbo et les dirigeants du FPI n'ont pas d'opposition de principe à accepter quelques tabourets ministériels sous l'autorité de Bédié et pour appliquer la politique qu'il leur dictera.

Ainsi donc, tout ce que Gbagbo souhaiterait de la part de Bédié c'est un petit "toiletage des institutions". Mais ce dont souffrent des millions de gens dans ce pays n'a rien à voir avec une bonne ou mauvaise constitution. Ce dont ils souffrent, c'est de la dégradation continue de leurs conditions de vie. De plus en plus de travailleurs sont jetés à la rue sans aucun recours. Ceux qui hier avaient un travail fixe sont obligés d'accepter des postes de journaliers à des conditions qui frisent l'esclavage.

Il y a à peine un peu plus de deux ans les patrons étaient tenus de remplir quelques formalités auprès de l'OMOCI s'ils désiraient avoir recours à des journaliers. Ils devaient également respecter le salaire minimum garanti. Mais progressivement le gouvernement a démolé le peu de législation favorable aux travailleurs. A tel point que le chef des patrons français en visite récemment en Côte d'Ivoire vient de féliciter Kablan Duncan pour ses efforts en leur faveur.

Eh bien, c'est ce gouvernement entièrement voué à la cause patronale que Djény Kobina et Gbagbo sont prêts à soutenir demain, si Bédié juge nécessaire de recourir à

leur complicité. Si une telle chose se produisait, si un gouvernement de réconciliation et d'union nationale se mettait en place, ce serait forcément pour mieux museler les travailleurs afin de leur faire accepter une dégradation accrue de leurs conditions d'existence.

Les dirigeants de l'opposition dénoncent aujourd'hui quelques aspects de cette politique. Si demain ils sont associés au pouvoir, s'ils obtiennent quelques places de ministres, ils rangeront leurs

critiques dans leur poche et utiliseront tout leur poids pour faire accepter aux travailleurs l'aggravation de leurs conditions de vie.

Ce sera à n'en pas douter une bonne opération pour les carriéristes de l'opposition trop contents d'accéder à la mangeoire gouvernementale. Mais dans tous les cas, les travailleurs et tous les laissés-pour-compte de ce système dément n'ont à en attendre aucune amélioration de leur sort.

MALI

TENTATIVE DE COUP D'ETAT OU TENTATIVE DE MUSELER LES OPPOSANTS?

Alpha Konaré affirme avoir échappé à un coup d'Etat le 28 octobre dernier. Ce jour-là, il se trouvait en voyage officiel à Ouagadougou.

Selon les autorités maliennes, une vingtaine de militaires répartis entre Bamako et Ségou, sous la direction de Mady Diallo, ancien ministre des finances du dictateur Moussa Traoré, auraient envisagé d'assassiner le chef de l'Etat, le président de l'Assemblée Nationale, le premier ministre, l'ancien président Amadou Toumani Touré ainsi que tous les membres de l'état major de l'armée.

Sur la vingtaine de personnes arrêtées, seul l'ancien ministre de Traoré serait encore en prison. Les autres auraient été libérées.

Alors, s'agit-il d'une vraie tentative de coup d'Etat ou d'un règlement de compte entre des galonnés et l'actuel chef d'Etat ? Tout est possible, même un bluff de la part du régime actuel, qui, à l'approche des élections présidentielles et législatives, voudrait ainsi intimider la population et l'ensemble de l'opposition en brandissant la menace d'un éventuel retour de l'ancien régime militaire.

SENEGAL

QUAND WADE MINISTRE JOUE AU CANDIDAT OPPOSANT

A l'approche des élections municipales, rurales et régionales qui auront lieu le 24 novembre, la campagne bat son plein, notamment à Dakar où Abdoulaye Wade du PDS sera opposé à Mamadou Diop, un baron du PS, qui briguera son troisième mandat pour la mairie de la capitale.

Cette campagne ne va pas sans créer des tensions dans le gouvernement où siègent, à côté de Diouf, des membres du PDS, comme Wade, ainsi que du LD/MPT. Wade, quand ça l'arrange, se dit tantôt solidaire du gouvernement, tantôt de l'opposition. Et comme Dakar est un des fiefs du PDS dont pourtant la

mairie est entre les mains du PS, on imagine les contorsions qu'il doit faire.

Chacun y va alors avec ses promesses électorales les plus farfelues. Abdoulaye Wade promet un nouvel aéroport international à Dakar qui en possède déjà un, ou une usine d'automobiles. Le PS, lui, promet des vastes chantiers d'hydraulique régionale, "la revitalisation des vallées fossiles", la "ceinture verte", etc...

Le PS et le PDS se ressemblent tellement qu'on ne compte plus le nombre de transfuges de l'un qui vont rejoindre l'autre et réciproquement, au gré des intérêts personnels. On parle même de "transhumances" entre les deux partis. Il ne manque plus que le "bêlement" des dirigeants pour que la comparaison avec les moutons soit complète!

Les crocs-en-jambes n'y manquent pas non plus. Ainsi, dans le but de limiter la probable

victoire du PDS à Dakar, le gouvernement a sorti un décret de nouveau découpage administratif de la ville; un tripatouillage qui lui est favorable bien sûr.

Cette campagne électorale est aussi une occasion pour Wade de faire oublier à l'ensemble des travailleurs et des petites gens qu'il porte, lui aussi, en tant que membre du gouvernement, la responsabilité de l'aggravation de leurs conditions de vie. Il tentera de faire oublier qu'il est solidaire du gouvernement qui applique les plans d'austérité du FMI à l'égard des plus démunis, les licenciements et la diminution du pouvoir d'achat dans la fonction publique et le secteur privé ainsi que le délabrement des secteurs aussi vitaux que la santé ou l'éducation dont les budgets ont considérablement baissé sous prétexte qu'il faut réduire les déficits de l'Etat. Mais Abdoulaye Wade n'est pas à un mensonge près. En cela, il ne se distingue guère de ses amis et néanmoins concurrents du PS.

LA FAIM DANS LE MONDE TRISTE BILAN DU CAPITALISME

Le 16 octobre dernier, à Rome, la FAO (un organisme des Nations-Unies, chargé du problème de l'alimentation), a organisé, comme elle le fait depuis 17 ans à cette date, une "Journée mondiale de l'Alimentation" dont le sujet était "Combattre la faim et la malnutrition".

Le rapport qu'a présenté le directeur général de la FAO, était accablant pour la société dans laquelle nous vivons: "Notre planète produit de quoi nourrir chacun d'entre nous et pourtant 800 millions de nos semblables ne sont pas assurés de manger à leur faim", a-t-il déclaré. Un responsable d'un autre organisme des Nations-Unies, chargé cette fois-ci du

développement (le PNUD), a ajouté de son côté que c'est 1,3 milliard de personnes qui vivent dans la pauvreté absolue dans le monde.

Mais quand on entend ce genre de propos, les questions qui viennent naturellement à l'esprit sont celles-ci: comment se fait-il que ces organismes et bien d'autres tels que l'UNICEF (sans même parler des organisations humanitaires non gouvernementales) soient impuissants face à la faim et à la misère qu'ils sont censés combattre? Comment se fait-il que non seulement ils ne font pas reculer la pauvreté dans le monde, mais qu'au contraire celle-ci augmente d'année en année?

Ce constat, ces organismes le

font d'ailleurs eux-mêmes, puisque le responsable du PNUD par exemple



Transport à dos d'âne

dit que chaque année il y a 25 millions de personnes qui s'ajoutent au nombre des pauvres. Cela n'est pas seulement vrai pour les pays pauvres mais il en est de même aussi pour les pays riches. De plus en plus, dans la plupart des citadelles capitalistes, à cause du chômage, des licenciements massifs, des pans entiers de la population deviennent pauvres, tombent dans la misère et ne vivent que grâce à la charité et autres soupes populaires. Ce qu'il y a d'ignoble et d'inique dans ce système est que si avant on trouvait presque normal que des gens meurent de faim en Somalie ou dans le Sahel victime de la sécheresse, aujourd'hui c'est le même phénomène que l'on vit à Paris, à Londres ou New-York et ce au coeur des richesses les plus colossales que

l'humanité ait accumulées.

Et pourtant ce ne sont pas des moyens qui manquent pour éradiquer la faim de la surface de la planète. Les responsables des différents organismes de l'ONU admettent eux-mêmes que les moyens sont là pour mettre fin à la misère. Tout le monde admet que techniquement il y a des solutions, que les connaissances scientifiques en matière agronomique sont suffisantes pour qu'en quelques années on puisse enrayer la famine et la malnutrition.

Mais ce que personne ne dit, c'est que le principal obstacle est le système capitaliste, ce système fonction des besoins des populations mais en fonction de la recherche du profit maximal.

Autrement dit, une minorité de l'humanité gaspille les richesses de ce monde pendant que la majorité souffre parce qu'elle n'a même pas le nécessaire.

Le simple bon sens voudrait qu'il y ait une juste répartition des biens pour que tout le monde puisse avoir droit à une vie décente.

Mais la société capitaliste est folle. Et nous ne pouvons pas attendre d'elle le moindre bon sens. Il faut la détruire et la remplacer par une société qui se fixe comme objectif le bien-être de l'ensemble de l'humanité -et non la seule recherche du profit individuel comme cela est le cas actuellement. Mais cela n'est pas du tout l'objectif des organismes comme la FAO. D'où leur impuissance. Car il est impossible de mettre fin aux inégalités sociales et à la misère si on ne vise pas d'abord à mettre fin au système capitaliste.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.